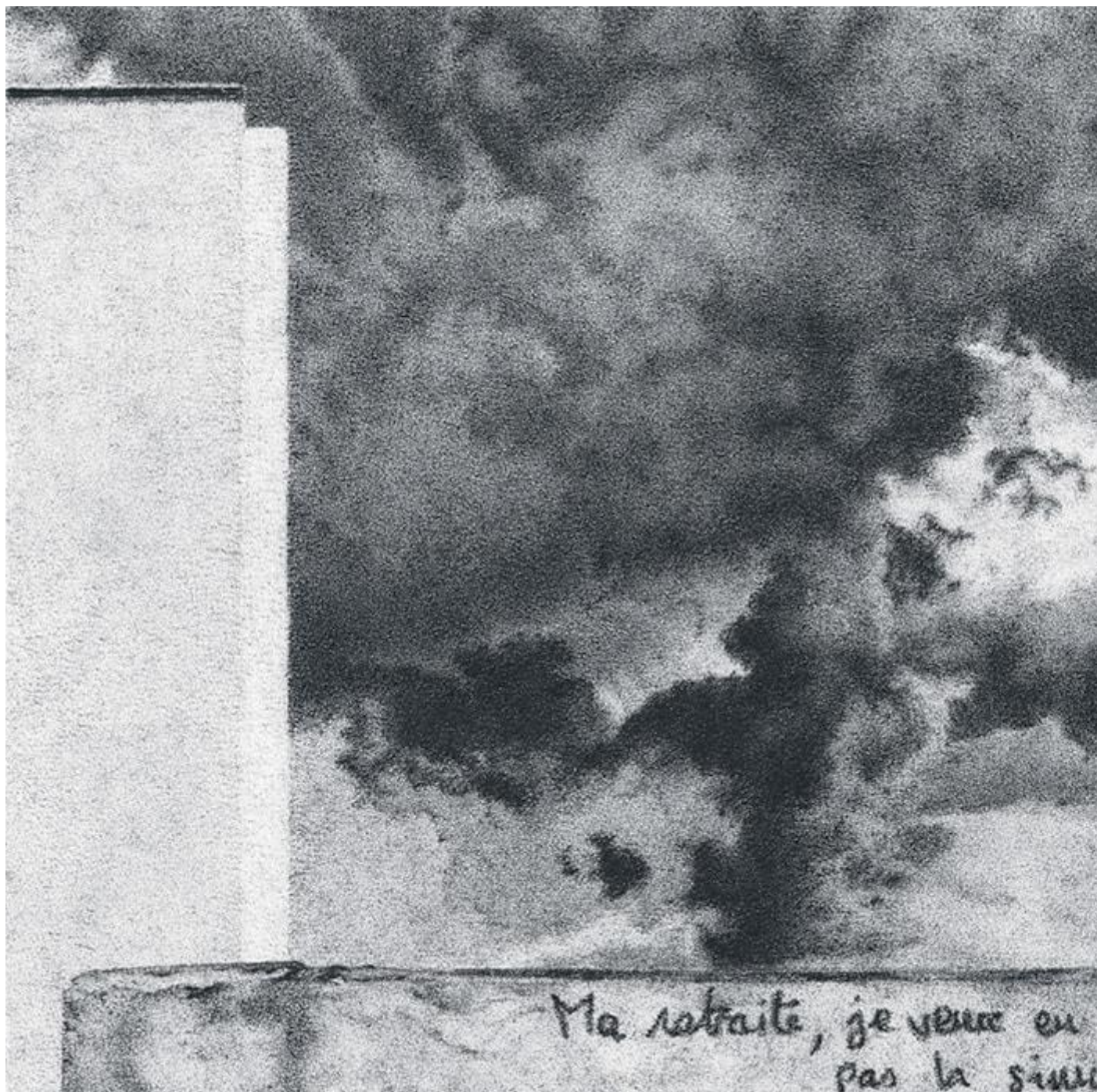


Le vrai visage de l'extrême centre

« Les extrêmes se rejoignent. » Combien de fois a-t-on entendu des tenants de la fameuse — ou fumeuse — « théorie du fer à cheval » s'inquiéter d'une convergence des radicalités ? Mais, alors que l'actuel chef de l'État comptait au nombre de ces vigies républicaines, son camp gouverne désormais avec le soutien tacite du Rassemblement national. Une commune brutalité explique ce rapprochement.

par [Alain Deneault](#)



Linda Roux. – « Ce que Raymonde et Valérie avaient vu. Ma retraite, je veux en jouir, pas la simuler », 2023

Courtesy Linda Roux et Galerie Mariska Hammoudi

En refusant de confier le nouveau gouvernement à la majorité relative formée par la gauche unie à l'Assemblée nationale, le président français, M. Emmanuel Macron, a trahi son aversion pour les revendications sociales et confirmé le peu de cas qu'il fait de l'expression populaire. En se concertant plutôt avec le Rassemblement national (RN) pour appeler le conservateur Michel Barnier au poste de premier ministre, il a révélé ce qu'ont en commun « les extrêmes », ici l'extrême centre et l'extrême droite, à savoir un fort appétit pour la violence.

C'est par d'inouïs efforts de relations publiques que M. Macron est parvenu à proclamer modéré le parti d'extrême centre qu'il incarne. Des médias détenus par les milieux d'affaires qui le sponsorisent et dont il est lui-même issu s'assurent de faire passer pour « centristes » tous ceux qui colportent son programme : ceux-là sont alors dits péremptoirement rationnels, raisonnables, responsables, pondérés, sensés, voire normaux. Tout acteur public ou citoyen qui s'opposera à la vulgate ainsi magnifiée risquera les attributions inverses : irresponsable, déraisonnable, paranoïaque, rêveur, dangereux, voire fou. Depuis 2017, des endoctrineurs à la petite semaine estampillent sans relâche ces qualifications de part et d'autre, de sorte qu'elles relèvent de l'évidence (1).

Or l'extrême centre est un extrémisme. Écocide est son programme industriel, inique sa conception de la vie sociale et autoritaire son approche managériale. L'extrême centre a une fixation, un programme à défendre coûte que coûte : garantir la croissance des entreprises et l'augmentation des dividendes versés à leurs actionnaires ; faciliter l'accès aux paradis judiciaires et fiscaux ; rendre précaire le travail ; réduire l'écologie politique à un marketing du verdissement ; démanteler l'État social et minimiser ses dépenses.

D'un point de vue plus moral, l'extrémisme de l'extrême centre tient à son rejet de tout ce qui n'est pas lui. Loin de se situer lui-même quelque part sur l'axe gauche-droite, il supprime l'axe pour ne plus faire accorder de légitimité qu'à son discours. Dans un jeu d'accusations en miroir, il range toute opposition dans la catégorie floue des « extrêmes », c'est-à-dire de l'inadmissible.

Comme souvent, l'histoire se répète sous forme de comédie. L'extrême centre d'aujourd'hui a peu à voir avec la « République des girouettes » dont l'historien Pierre Serna traite dans son étude du cynisme politique qui prévaut à partir de Thermidor : quand les professionnels de la politique se targuaient d'un grand sens de la mesure en matière d'affaires publiques, tout en se dédisant « dans la répétition de volte-face sans scrupules que les vicissitudes ont rendues possibles » ; quand les professions de foi précèdent d'attendus renoncements. « Sitôt donnée, la parole, fragile, éphémère, mouvante, se voit abîmée, érodée, limitée, usée, évidée par le temps qui passe, (...) hors de l'idéalité tracée dans le temps suspendu de la promesse » (2). Désormais, il ne s'agit plus de se dédire, mais de ne s'être jamais dit. La langue du « en même temps » prévient les effets de retournement, en ne disant rien de préhensible qui pourrait ensuite nous être rappelé.

L'arrogance de l'ignorant

Face à l'extrême droite, qui jette en pâture des boucs émissaires dans le débat public en préconisant des mesures brutales, l'extrême centre incarne à travers M. Macron une violence semblable, mais sociale plutôt qu'identitaire : quelle que soit leur origine, les travailleurs, les retraités modestes, le petit peuple des ronds-points, la jeunesse des quartiers populaires, les écologistes méritent tous le mépris des gens de bien. Sur un plan strictement policier, le bilan des forces de l'ordre sous M. Macron lors de la répression des « gilets jaunes » est proprement accablant : mains arrachées, éborgnements, tirs au visage, séances d'humiliation extrême, agressions de journalistes... Les militants écologistes ont dû goûter à la même médecine. Ils ont été traités avec une violence qu'on réserve d'ordinaire aux forces insurrectionnelles sur le point de renverser l'État. Pourquoi vouloir accoler la qualification de « terroriste » à un mouvement comme Les Soulèvements de la Terre ?

La dureté du régime ne s'arrête pas aux matraques. Dans l'histoire, la bourgeoisie a habitué le public à des détours législatifs pour asseoir sa domination de manière policée. En l'occurrence, une série de mesures fiscales au profit du capital et de ses ayants droit, entraînant une saignée dans les finances publiques. Le taux de l'impôt sur le revenu des sociétés a diminué de 33,3 % à 25 %. L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) a cédé la place à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), qui exempte le capital financier. Dividendes et intérêts ne relèvent plus des barèmes progressifs de l'impôt sur le revenu mais du prélèvement forfaitaire unique (PFU), ou *flat tax*, plafonné à 30 %. Toutes ces mesures s'ajoutent aux cadeaux fiscaux faits au patronat du quinquennat « socialiste », de 2012 à 2017, lors duquel le même M. Macron a supervisé la politique économique, à l'Élysée comme conseiller puis à Bercy comme ministre, en particulier le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Au cours des dernières années, l'extrême centre a fait passer des textes qu'on dirait directement sortis d'un programme d'extrême droite : en octobre 2017, la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, qui pérennise des mesures jusqu'alors réservées à l'état d'urgence ; en avril 2019, la loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations, dite « anticasseurs », qui permet la suspension de libertés fondamentales sur la base de la seule présomption qu'une personne constituerait une menace ; ou encore, début 2024, la loi immigration intégration asile, adoptée avec les voix du RN, que le nouveau ministre de l'intérieur, M. Bruno Retailleau, se propose déjà de durcir.

Sur un plan symbolique, la violence déployée est d'égale envergure. Qu'on songe à tous les coups de force parlementaires, notamment celui qui permet de prolonger envers et contre tous la durée du travail jusqu'à 64 ans. Rappelons la loi relative à la protection du secret des affaires, dont les dispositions mettent à mal le droit du public à être informé sur les turpitudes des entreprises. Dans tous les cas, avec l'arrogance de l'ignorant, le pouvoir présidentiel a montré sans nuance le peu de valeur qu'il accorde aux institutions républicaines ou aux grands principes de l'État de droit.

Depuis sept ans, toute voix critique se trouve ainsi renvoyée dans les cordes du mépris, en particulier les citoyens qui ont exprimé des réserves face aux mesures sanitaires épousant absolument les positions d'entreprises comme McKinsey et Pfizer, durant la crise du Covid-19 (3). Ces entreprises ont des dossiers éthiques lamentables ; Pfizer est une des sociétés américaines les plus souvent condamnées pour marketing frauduleux (4). M. Macron a dit de ces gens dubitatifs devant l'apport de vaccins expérimentaux qu'ils n'étaient « *pas des citoyens* », rien de moins, et a piétiné le principe médical du consentement libre et éclairé. Le dégoût qu'inspire la question sociale au président l'a conduit à thématiser l'épisode du Covid-

19 non pas en lien avec la santé publique et les services hospitaliers dus aux citoyens, mais en termes martiaux, puisqu'on entrait « *en guerre* » contre un virus, à coups de couvre-feux, de lois d'exception, de conseils de défense...

Faut-il alors préférer les violences de l'extrême centre à celles de l'extrême droite ? La question suscite d'interminables discussions. Au moins peut-on postuler que ces violences sont suffisamment graves pour être également indésirables, peu importe qu'entre la peste et le choléra diffère le coefficient de dangerosité. Il faut tenter une expérience de pensée : imaginer les affres de la présidence Macron comme l'œuvre d'un pouvoir dûment étiqueté à l'extrême droite. Que dirions-nous d'une présidente d'extrême droite annonçant que, dans une gare, il y a des vrais Français et d'autres qui « ne sont rien » ? Que ferions-nous si elle privait de citoyenneté et condamnait à la mort sociale ceux-là qui ne se conforment pas à des règles sanitaires ? À coup sûr, on ne relativiserait pas ses excès. On n'en atténuerait pas la gravité sous prétexte qu'un pouvoir pire encore pourrait nous faire descendre encore un peu plus bas. On le dénoncerait pour lui-même. Mais « Macron - Le Pen, Macron - Le Pen... » (5) : la rengaine obère notre lucidité et inhibe la réaction de sursaut qu'appelleraient normalement de tels abus.

L'ultime argument départageant les extrêmes vient même de sauter. Combien de fois n'a-t-on pas dit de l'extrême droite, lors des différents moments électoraux de l'été dernier, qu'on sait quand elle prend le pouvoir mais ignore quand elle consent à le rendre ? Or que s'est-il passé après que la gauche, au nom du « front républicain », a laissé libre cours aux candidats libéraux pour qu'ils battent l'extrême droite dans le contexte de triangulaires ? Menés par un président opiniâtre, ceux-ci ont cherché à transformer une claqué électorale en une pseudo-majorité faite de bric et de broc. Les députés d'extrême centre forment aujourd'hui une composante importante de la « coalition des perdants » qui soutient le nouveau gouvernement. Mais la bourgeoisie a-t-elle jamais fait autre chose que conserver le pouvoir à tout prix ?

Cure sociale

Tandis que l'extrême centre se raidit et n'hésite plus à cogner, l'extrême droite, réciproquement, « s'extrême-recentre ». Attiré par le pouvoir comme jamais auparavant, le RN affiche tel un gage de virginité morale le fait de n'avoir jamais gouverné. Il cultive l'idée qu'il représente le peuple dans sa pureté, une réputation consolidée par les propos réfractaires à la mondialisation ultralibérale et au capital étranger que soufflait à l'oreille de Mme Le Pen le social-souverainiste Florian Philippot quand il la conseillait durant les années 2010. Mais ce mouvement se complaît à son tour dans le « en même temps », montrant patte blanche auprès du patronat et de l'Union européenne pour obtenir auprès d'eux son brevet de bonne conduite.

Dans cet effort de recentrement, l'extrême droite française suit à sa manière une paradoxale cure sociale, en diversifiant ses têtes d'affiche, en prétendant défendre les droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles et trans (LGBT) ou en vilipendant l'antisémitisme. C'est là le symptôme d'un changement de rapport avec l'autre, au sens où le RN, tendanciellement, se veut aujourd'hui davantage xénophobe qu'ouvertement raciste. La différence : le racisme est porté par un mouvement d'agressivité et de conquête et il prend appui sur une conception hiérarchique des « races », en se voulant clairement colonialiste, impérialiste et spoliateur. La xénophobie atteste, elle, une peur de l'autre, souvent dépourvue de fondement, voire délirante. Ainsi de la thèse paranoïaque du « grand remplacement » : l'autre s'érige désormais comme une menace, avec son éthique de la conviction, des pratiques

distinctes, sa spiritualité authentique, sa résistance à la souffrance... On le perçoit comme redoutable, éventuellement plus fort que soi. Ce n'est donc pas tant une patrie, une race ou une culture qu'on défend lorsqu'on lui bloque l'accès ou se propose de le refouler, mais le statu quo. Le fantasme : rester dans le formol du moment, et œuvrer à ce que rien n'advienne.

Après s'être joué de l'extrême droite pour s'assurer des majorités présidentielles au rabais, l'extrême centre joue maintenant avec elle, dans les mêmes plates-bandes, ayant découvert des pratiques communes. Le parti de la bourgeoisie éclairée lorgne les voix populaires de l'extrême droite. Il risque, comme tant d'autres avant lui, de se complaire dans l'émission de signaux censés séduire ces électeurs, quitte à alimenter le discours qui contribue précisément à faire grossir les rangs du RN. Une sorte de pacte se trame entre les deux ensembles, ainsi que l'analysent Bruno Amable et Stefano Palombarini (6). Les tenants du prétendu centre disent à la droite rance : offrez-nous ces classes populaires dont vous avez l'oreille, et nous vous ferons rentrer avec leur soutien dans l'antre du capitalisme radical dont nous sommes les représentants.

Jean de La Fontaine saurait croquer la scène, des figures animales campant le rôle de ces protagonistes, afin de rappeler une morale qui s'impose.

Alain Deneault

Professeur de philosophie à l'université de Moncton à Shippagan (Canada) et auteur de *Faire que ! L'engagement politique à l'ère de l'inouï*, Lux, Montréal, 2024.